

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

### Délibération n° 2020-069- DC

Date d'affichage :

**Le 5 août 2020**

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 65  
Excusé(s) : 11  
Dont représenté(s) : 11  
Absent(s) : 5

Nombre de votants : 76

Secrétaires de séance :

*Madame Géraldine LE COZ,  
conseillère communautaire de la  
Ville de Saumur et Monsieur Jean-  
François MIGLIERINA, conseiller  
communautaire de la Commune  
de Villebernier*

Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.

#### Présents : (65)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoit LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.

#### Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROILLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA

#### Excusés : (11)

Anatole MICHEAUD, Thomas GUILMET, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Nathalie SECOUÉ

#### Dont excusés ayant donné pouvoir : (11)

Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX.

#### Absents : (5)

Sophie METAYER, Jeannick CANTIN, Emmanuel BRAULT, Christophe CARDET, Bernard HENRY

### ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE - REPRÉSENTATION

L'Etablissement Public Loire (EPL) contribue depuis plus de 30 ans à la cohérence des actions menées sur l'ensemble du bassin de la Loire et de ses Affluents ; maître d'ouvrage d'opérations structurantes, menées à cette échelle avec un caractère interrégional ou interdépartemental, ses réalisations se concentrent dans 4 domaines principaux : la gestion des ressources en eau des ouvrages de Naussac et Villereest (soutien d'étiage et écrêtements de crues), prévention et réduction du risque inondation, stimulation de la recherche, du développement et de l'innovation, aménagement et gestion des eaux. Ses interventions s'inscrivent dans une triple logique de solidarité, de subsidiarité et d'économies d'échelles, tout en mobilisant l'effet levier des crédits européens, au bénéfice de l'ensemble des partenaires.

Aussi,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-33 et L. 5211-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération du Saumurois, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué en Anjou, Les Ulmes, Denezé sous Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral SP n° 2020-02 du 10 janvier 2020 portant actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire constituée par l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL 2026-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu les statuts de l'Etablissement Public Loire,

Vu le procès verbal d'élection du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° 2020-066DC du 30 juillet 2020, par laquelle le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder à l'élection à bulletins secrets, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la possibilité de dérogation à l'élection au scrutin secret des délégués au sein des syndicats intercommunaux et syndicats mixtes fermés donnée par la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération dispose d'un délégué titulaire appelé à siéger au sein de l'Etablissement Public Loire et d'un suppléant ;

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :**

**DESIGNE** en tant que représentants de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire :

	<b>Titulaire</b>		<b>Suppléant</b>
1	MOUSSERION Eric (Antoigné)	1	HARRAULT Jérôme (Allonnes)

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 76 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

<i>Matière de l'acte</i>	<i>5 – Institution et vie politique</i>	<i>5.3 – Désignation des représentants</i>	<i>5.3.1 Délégués au sein des intercommunalités</i>
--------------------------	---	--	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »